



N° 3674

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 7 avril 2016.

PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR LE SÉNAT,

*modifiant la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la République
pour permettre, à titre exceptionnel, de différer d'un an
la création d'une nouvelle intercommunalité,*

TRANSMISE PAR

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

À

M. LE PRÉSIDENT

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

Le Sénat a adopté, en première lecture, la proposition de loi dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Sénat : **415 rect.**, **516**, **517** et T.A. **122** (2015-2016).

Article unique

- ① Après le septième alinéa du III de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ② « La commission départementale de la coopération intercommunale, saisie par le représentant de l'État dans le département ou à la demande de 20 % de ses membres, peut, à titre exceptionnel et avant le 31 juillet 2016, décider à la majorité de ses membres, du report de l'entrée en vigueur de l'arrêté prévu au septième alinéa du présent III. Dans ce cas, le représentant de l'État diffère au 1^{er} janvier 2018 la date d'entrée en vigueur de celui-ci. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 avril 2016.

Le Président,

Signé : Gérard LARCHER

